

alternatives

Jean-François Kahn

L'infernal dilemme

L'exemple italien aurait de quoi faire réfléchir le camp dit « progressiste ». Il a suffi, en effet, que le leader de la très régionaliste Ligue du Nord se repositionne sur une thématique violemment anti-immigration pour passer de 4 % à 17 % des suffrages et dépasse la droite libérale.

Et, surtout, dès lors que, devenu ministre de l'Intérieur, il a concrétisé son discours nationaliste et xénophobe, il a dépassé la barre des 30 % d'intentions de vote.

Faire réfléchir... Mais est-ce possible ?

La gauche peut-elle prendre le risque de fragiliser ce qui, depuis qu'elle a renoncé à toute velléité de transformation sociale, nourrit l'essentiel de son identité idéologique : « l'ouverture aux autres » comme on dit. La renonciation à la finalité socialiste ayant été relayée par un ralliement à la générosité immigrationniste.

Un théorème incontournable

Si l'on s'en tient aux grands principes et aux valeurs, c'est elle qui a, je ne dirai pas « raison », mais le moins tort. D'un point de vue moral s'entend, le souverain pontife est là pour le rappeler.

Mais d'un point de vue politique ?

Car ce qui n'était jusqu'ici qu'une louable et généreuse manifestation d'humanisme ou d'universalisme se heurte, désormais, à un théorème incontournable.

Et que dit ce théorème, vérifié scrutins après scrutins ? Qu'un parti qui préconise une politique d'ouverture, c'est-à-dire de large accueil des migrants, qu'il est de plus en plus difficile de distinguer des immigrés (les plus

nombreux arrivés en France ces derniers mois viennent par exemple de Côte d'Ivoire), n'a pratiquement plus aucune chance de gagner des élections.

Pire : qui pousse cet humanisme altruiste jusqu'à ces ultimes implications risque d'ouvrir son propre territoire à la déferlante d'extrême droite.

Un sondage, à cet égard, fait frémir : 58 % des Français se félicitent que leur gouvernement n'ait pas proposé d'accueillir les « errants » et possiblement « naufragés » de l'Aquarius. Et ceux qui le critiquent, ce gouvernement, ce n'est pas, majoritairement, pour avoir durci sa politique migratoire (ce qui a fait hurler la gauche) mais, au contraire, pour ne pas l'avoir durcie assez.

Le président Emmanuel Macron, comme Angela Merkel, se trouve ainsi placé dans cette situation : s'il apporte une réponse simplement « libérale » à la question des migrants (ou si, simplement, il donne cette impression), il booste la droite extrême et l'extrême droite qui, unies, sont en passe de l'emporter (comme en Autriche, comme en Hongrie, comme en Italie, etc.). Mais s'il adopte l'attitude inverse (ou, là encore, en donne l'impression), il est voué aux feux de l'enfer par l'essentiel de l'intelligentsia et excommunié par le journal *Le Monde* qui joue, en la matière, le même rôle que le pape dans le domaine

de l'orthodoxie religieuse.

D'où la tendance à rester au milieu et à se faire à la fois incendier par la droite et l'extrême droite et diaboliser par les maîtres à penser progressistes, ce qui revient à se mettre à dos et le peuple et les élites, à perdre le soutien et du haut et du bas de la société.

D'autant que cet infernal dilemme ne saurait se réduire à un affrontement gauche/droite : ceux-là mêmes qui, s'agissant de l'accueil des migrants et de la question migratoire en général, parlent comme Marine Le Pen et son ami Matteo Salvini, peuvent fort bien s'exprimer sur la question sociale comme Jean-Luc Mélenchon.

N'est-ce pas l'électorat populaire de la social-démocratie qui a grossi les rangs de la droite xénophobe ?

Constat dérangeant sans doute mais qui, seul, justifie l'emploi obsessionnel et maladroit du qualificatif « populiste ».

C'est dans ce sens que le scrutin italien a constitué un véritable séisme.

Seuls à porter le fardeau

Fallait-il cependant s'en étonner dès lors que les pays méditerranéens, l'Italie en tête, qui reçoivent l'immense majorité des migrants se trouvent face à ceux, européens eux aussi qui, bien qu'épargnés par ces flux, refusent cependant de porter la moindre part du fardeau ?

Il ne faut pas s'y tromper : si les vainqueurs des élections italiennes mettent en œuvre leurs promesses (le plus probable est qu'ils reculent), les conséquences à terme seraient catastrophiques. Mais, en attendant, tout parti, ou coalition, qui reprendrait à son compte le programme italien de l'Alliance Ligue - Cinq Étoiles : posture sécuritaire, politique anti-immigration, nationalisme, rhétorique anti-système, relance de l'économie par la dépense publique sans se soucier des déficits et mesures en faveur du pouvoir d'achat (c'est-à-dire du Le Pen et du Mélenchon entremêlés) gagnerait des élections. Même en France. ■